

2018, année cacophonique

Cette année, les nerfs du CD&V, de l'Open VLD et du MR vont être mis à rude épreuve...

- 2018 est une année électorale avec les communales en octobre.
- Il reste toutefois une série de dossiers sensibles à conclure.
- La N-VA voudra profiter de sa position de force. Bart De Wever menace déjà de faire tomber la "suédoise".

Pourquoi la N-VA va (encore) tout se permettre

Analyse Antoine Clevers

On prend les paris ? En 2018, c'est encore la N-VA qui dictera le tempo de la vie politique belge. Dans un sens, ce n'est pas anormal puisqu'elle est la formation la plus puissante des majorités flamande et fédérale.

Mais la N-VA est surtout un parti qui a pour habitude de briser les codes traditionnels de la politique. Tant dans sa communication que dans son action. On en a encore eu une démonstration durant les vacances lorsque son président, Bart De Wever, a annoncé qu'il renvoyait la question d'un pacte énergétique belge (et donc la question de la sortie du nucléaire) à la campagne électorale de 2019. Si ce n'est pas une façon d'enterrer le dossier, cela y ressemble drôlement. En fait, les nationalistes montrent par là qu'ils sont déjà entrés en campagne électorale, au mépris, au moins en partie, de leur loyauté envers leurs partenaires de majorité (MR, CD&V et Open VLD).

On observe habituellement ce genre d'attitude lorsque la campagne a réellement commencé, deux ou trois mois maximum avant les élections. Ici, on est à plus de... neuf mois de la prochaine échéance électorale, le scrutin communal d'octobre 2018, suivi de près par les élections générales de mai 2019.

La N-VA se sait en position de force et elle en profite. Il y a les sondages, d'abord, qui lui sont très favorables. Plus fondamentalement, il y a la réalité politique, tout aussi favorable. Voyez l'accord de l'été du gouvernement fédéral. Dans le paquet de mesures décidées, la plus

emblématique, la réforme de l'impôt des sociétés (Isoc), était une demande nationaliste. La plume au chapeau du CD&V était une ébauche de taxation sur le capital (la taxation des comptes-titres). Celle de l'Open VLD : la possibilité de bénéficier de 500 euros par mois non taxés pour la réalisation de petits jobs. Et le MR ? Lui, il se satisfait de l'accord d'ensemble piloté par "son" Premier ministre, Charles Michel.

Equilibre rompu

Mais ce subtil équilibre s'est écroulé fin décembre lorsque, pour des raisons de timing, la réforme de l'Isoc a été votée sans le reste. Le parti indépendantiste avait son trophée, pas les autres. La conséquence, c'est que le CD&V, l'Open VLD et le MR sont à présent les otages de la bonne volonté de la N-VA. Si elle refuse de voter les autres mesures, elles ne passeront pas. C'est aussi simple que cela. Or on sait, par exemple, qu'elle exécute la taxation des comptes-titres...

Si Bart De Wever s'est permis de saboter aussi directement le pacte énergétique, ce n'est peut-être pas un hasard. Si, dimanche, il s'est permis de lier la survie du gouvernement Mi-

chel au maintien de Theo Francken (N-VA) à son poste de secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration (lire page 6), ce n'est peut-être pas un hasard non plus. D'autant plus que Theo Francken est voué, à terme, à prendre la présidence de la N-VA. Les nerfs des trois autres for-

mations de la majorité vont encore être mis à rude épreuve.

Elections anticipées ?

Dans ce contexte, va-t-on vers des élections anticipées ? un parti, excédé par l'attitude de la N-VA, aurait débranché la prise de la "suédoise" ? Peu probable. Pour deux raisons.

La première, c'est que l'histoire récente nous rappelle que celui qui fait tomber un gouvernement le paie aux élections – voyez l'état de l'Open VLD après avoir fait chuter le gouvernement Letermé en 2010. De plus, à en croire les sondages, la N-VA sortirait gagnante d'élections anticipées. L'opération serait donc contre-productive.

Seconde raison : le manque de loyauté des nationalistes a ses limites. S'ils plombent systématiquement leurs partenaires, ils risquent de se retrouver isolés en 2019 et donc renvoyés dans l'opposition. En plus, ils passeraient pour les saboteurs de l'action gouvernementale. Même les plus puissants ont leurs faiblesses.

Les dix dossiers qui vont enflammer l'année politique

Non, il n'y aura pas que la campagne électorale en 2018. Le scrutin communal d'octobre rythmera la vie politique des prochains mois, mais il reste aussi quelques dossiers sensibles à boucler.

1 L'accord de l'été du gouvernement fédéral

Seule la réforme de l'impôt des sociétés a pu être votée in extremis avant le 31 décembre. Faute de temps, l'adoption de trois mesures emblématiques – la taxation des comptes-titres, la défiscalisation de 500 euros par mois pour des menus travaux et le remplacement de la voiture de société par de l'argent (le "cash for car") – a été renvoyée à 2018. Mais des interrogations demeurent quant à leur application.

2 La pension à points

Le gouvernement Michel doit faire atterrir la pension à points pour que le système soit prêt en 2025. Autre mission: définir les métiers pénibles qui bénéficieront de mesures avantageuses pour les fins de carrière. La problématique des pensions sera, à nouveau, hypersensible pour les partenaires sociaux.

3 Le budget et la dette publique

Les travaux budgétaires du fédéral (et des Régions) devraient être simplifiés par l'amélioration de la conjoncture économique. La "suédoise" ne parviendra toutefois pas à résorber le déficit public en 2018, contrairement à ce qui était initialement prévu. Par ailleurs, le gouvernement veut diminuer la dette de l'Etat, toujours supérieure à 100 % du PIB, en revendant certains bijoux de famille (tels que Belfius).

4 Le survol de Bruxelles

Le ministre de la Mobilité, François Bellot (MR), a laissé entendre qu'il n'y aurait pas d'accord avant 2019 sur la problématique des nuisances sonores engendrées par les vols autour de l'aéroport de Zaventem. A l'approche des communales, le MR bruxellois peut s'attendre à être violemment attaqué

sur ce dossier par ses adversaires politiques.

5 Le remplacement des F-16

Le gouvernement fédéral doit décider en mars du successeur du F-16, l'avion de combat de l'armée belge. Le F35 est favori. L'Eurofighter est en embuscade.

Et le Rafale, lui, a chamboulé toute la procédure d'acquisition puisque les Français ont proposé leur appareil en dehors du cadre de l'appel d'offres fixé par la Belgique. La N-VA voudrait classer le dossier verticalement. Pas le MR, qui y voit des retombées économiques importantes pour la Wallonie.

6 Le pacte énergétique

On croyait l'affaire réglée. Les quatre ministres belges de l'Energie s'étaient entendus sur un pacte énergétique visant à assurer l'approvisionnement énergétique de la Belgique après la sortie du nucléaire en 2025. Mais c'était avant que la N-VA ne torpille l'accord et, par conséquent, la sortie même du nucléaire. Les nationalistes renvoient le débat à la campagne électorale de 2019. Le Premier ministre a promis une solution en 2018. Il devra être créatif.

7 Le pacte d'investissements

RER, prisons, énergies renouvelables, matériel militaire, numérique... Le pacte d'investissements initié par Charles Michel pourrait peser 60 milliards d'euros à l'horizon 2030. Les Régions, chacune avec ses sensibilités, sont associées à ce travail qui est encore loin d'être terminé.

8 Le pacte pour un enseignement d'excellence

Le pacte d'excellence va entrer dans une phase décisive avec la définition, fin janvier, de la grille horaire du futur tronc commun. Celui-ci doit offrir aux élèves un enseignement polytechnique tout en préservant l'apprentissage des savoirs fondamentaux.

9 Les allocations familiales à Bruxelles

La régionalisation des allocations familiales remonte à la sixième réforme de l'Etat, mais ce n'est qu'au 1^{er} janvier 2019 que les Régions assumeront la compétence. En Flandre et en Wallonie, on s'y prépare. A Bruxelles, en revanche, on n'est nulle part. Le nouveau modèle n'a toujours pas été défini.

10 La gouvernance en Wallonie

Tous les partis voulaient la tête de Stéphane Moreau, le grand patron de Nethys. Il est toujours en place. Le groupe Publifin-Nethys devait être restructuré. On attend. Et plus globalement, c'est toute la gouvernance en Wallonie qui devait être réformée. On en est encore au stade des bonnes intentions.

A. C.